

Un rapport du ministère allemand de l'Economie très critique sur la France

Le quotidien *Handelsblatt* a publié le 30 avril des extraits d'un rapport interne du ministère allemand de l'Economie analysant en termes peu flatteurs la situation économique de la France, en pleine période de tensions entre Paris et Berlin.

« *L'industrie française perd de plus en plus en compétitivité, la délocalisation à l'étranger des entreprises se poursuit* », est-il écrit dans ce rapport compilé par les fonctionnaires du ministère du Libéral Philipp Rösler, selon le journal.

Le document en question est « *une note à usage exclusivement interne, pas destinée à être publiée* », compilée par un service « *qui analyse régulièrement la compétitivité des pays de la zone euro* », a précisé plus tard à l'AFP le ministère, confirmant donc indirectement l'existence de ce rapport.

Le document fait état des « *coûts du travail en forte hausse* » en France, selon le *Handelsblatt*, en général bien renseigné sur tout ce qui provient des services de M. Rösler. Le journal conclut sur deux pages d'analyse sur la France en notant que « *le fier voisin* » français « *menace de devenir l'homme malade de l'Europe* ».

La publication de ce rapport en Une du quotidien allemand de référence du monde des affaires intervient dans un contexte tendu des relations franco-allemandes, après les attaques frontales du Parti socialiste français contre la politique de la chancelière Angela Merkel, accusée d'étouffer la croissance en Europe pour des motifs « *égoïstes* ».

Berlin a tenté de minimiser la portée de ces critiques, et s'abstient de manière générale de montrer la France du doigt ces derniers temps. Mais la presse allemande et nombre d'observateurs ont vu dans les attaques du PS une tentative de détourner l'attention du rythme poussif de mise en oeuvre de réformes en France.

Dans le quotidien régional *Kölner Stadtanzeiger*, le commissaire européen à l'Energie, l'Allemand Günther Oettinger, appelle Paris à passer à la vitesse supérieure. « *Ma position est : nous sommes prêts à accepter le (déficit public) de 2013 seulement si des réformes structurelles sont mises en oeuvre. Des réformes du marché du travail, un temps de travail allongé, un plafonnement de la croissance des retraites, des suppressions de postes dans le secteur public* », a dit le conservateur.

Paris ne respectera pas cette année le plafond de déficit public imposé par les règles européennes, et espère la clémence de ses partenaires en promettant des réformes et un respect du pacte de stabilité l'an prochain. Le gouvernement allemand a plusieurs fois signalé à demi-mot qu'il était prêt à faire ce geste vis-à-vis de son plus important partenaire.